



GREENPEACE



Namur, le 30 novembre 2011

Communiqué de presse

Avant l'heure, c'est pas l'heure !

Le mouvement environnemental s'oppose à la suppression de la déductibilité des investissements économiseurs d'énergie dès 2012

Si nos politiques redoutent que la Belgique soit considérée comme mauvaise élève par les agences de notation, ils font par contre tout pour qu'elle reste le cancre européen en matière de performance énergétique des bâtiments. La suppression de la déductibilité fiscale pour les investissements économiseurs d'énergie prévue dès 2012 par le futur gouvernement Di Rupo I contribuerait en effet à cette triste situation. Une telle mesure constituerait en outre une grave erreur au regard des obligations de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à réaliser par notre pays.

Pour les ONG environnementale (Inter-Environnement Wallonie, Bond Beter Leefmilieu, Greenpeace et WWF) la suppression ne peut être raisonnablement envisagée avant le transfert effectif aux régions de cette compétence et des budgets qui y sont liés, soit en 2014.

La déduction fiscale appliquée aux investissements économiseurs d'énergie permet aux ménages d'améliorer la performance énergétique de leur habitation. Outre son impact direct sur la facture d'énergie, la mesure favorise une activité économique générant des milliers d'emplois et constitue un élément important de notre politique climatique. Sa suppression annoncée apparaît donc particulièrement incompréhensible et peu pertinente, surtout lorsque l'on sait que la consommation énergétique moyenne des habitations belges est 72% supérieure à la moyenne européenne.

Le potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments dans notre pays est estimé à 48% pour 2030⁽¹⁾; c'est un des éléments essentiels et parmi les moins coûteux du plan belge de réduction des émissions de CO₂. Une récente étude allemande montre en outre que chaque € investi dans les économies d'énergie en rapporte 5 aux caisses de l'Etat.

Il y a donc beaucoup plus à perdre qu'à gagner avec la suppression anticipée de cette déductibilité. C'est la raison pour laquelle les associations environnementales demandent aux négociateurs de l'accord gouvernemental de revenir sur cette mesure.

Au moment où les négociations internationales sur le climat se déroulent à Durban, une telle décision enverrait par ailleurs un très mauvais signal de la part de notre pays. Or, la question climatique reste un enjeu fondamental. Des milliers de personnes descendront dans les rues de Bruxelles ce samedi pour le rappeler et demander aux responsables politique belges et européens de prendre pleinement leurs responsabilités en la matière. Organisée par la Coalition Climat en étroite collaboration avec les mouvements environnementaux, Nord-Sud, syndicaux et les associations socio-culturelles cette manifestation démarrera de la gare du Nord à 14 heures pour rejoindre la gare du Midi.

Contacts:

Pierre Titeux, Attaché de presse Iew: 081.390.757 – 0479.497.656

Cécile de Schoutheete, Chargée de mission Energie-Climat IEW: 0474.923.617

¹Vers une efficacité énergétique de niveau mondial en Belgique, Mc Kinsey 2009
http://www.mckinsey.com/locations/Belux/Energy_efficiency.aspx